

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2000 — 2427

[C — 2000/27408]

31 AOUT 2000. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995, notamment les articles 12 et 13;

Vu l'avis du conseil d'administration de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, donné le 18 mars 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois du 4 juillet 1989 et du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, les Centres de formation permanente des classes moyennes et les chefs d'entreprise doivent impérativement connaître les nouvelles dispositions relatives à la formation prolongée et à la reconversion professionnelle dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises avant le début de la prochaine année de formation fixée au 1^{er} septembre 2000;

Considérant que, par conséquent, l'arrêté doit être publié et doit entrer en vigueur dans les plus brefs délais;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle l'organisation de la formation prolongée et de la reconversion en application des articles 12 et 13 de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995, approuvé par décret du Conseil régional wallon du 4 mai 1995.

Art. 2. Le Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "le Centre", introduit auprès de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, ci-après dénommé "l'Institut", une demande d'agrément préalable à l'organisation d'une activité de perfectionnement, d'un cours de recyclage ou d'une activité de reconversion, au plus tard dans les quinze jours qui précèdent l'activité.

Art. 3. La demande d'agrément doit être conforme aux conditions et modalités fixées par l'Institut.

Art. 4. § 1^{er}. Pour pouvoir être agréées, les activités de perfectionnement visées à l'article 10 de l'accord de coopération susmentionné doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° avoir une durée minimale de deux heures et maximale de trois heures par séance;
- 2° comporter un maximum de deux séances par jour pour un même auditoire;
- 3° comporter au maximum dix séances pour un même auditoire;
- 4° s'adresser à dix participants, sauf dérogation accordée par l'Institut.

§ 2. Pour pouvoir être agréés, les cours de recyclage, visés à l'article 11 de l'accord de coopération susmentionné, doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° être conformes à un programme répondant aux impératifs du recyclage;
- 2° s'adresser à huit participants au moins sauf dérogation accordée par l'Institut;
- 3° comporter 24 heures au moins et 72 heures au plus, sauf dérogation accordée par l'Institut.

Art. 5. § 1^{er}. Les activités de reconversion professionnelle s'adressent :

- soit à des personnes susceptibles de devoir cesser leur activité professionnelle, pour un motif reconnu valable par l'Institut;
- soit à des personnes se trouvant en situation d'insertion ou de réinsertion professionnelle;
- soit à des petites et moyennes entreprises, en ce compris les indépendants en personnes physiques, confrontées à un processus de mutations technologiques ou économiques, pour favoriser la formation et la reconversion professionnelle du chef d'entreprise, du conjoint aidant ou de leurs salariés;

§ 2. Pour pouvoir être agréées, les activités de reconversion professionnelles, visées à l'article 1^{er}, 4°, de l'accord de coopération, doivent répondre aux conditions cumulatives suivantes :

- 1° s'adresser à quatre participants au moins sauf dérogation accordée par l'Institut;
- 2° comprendre au maximum 256 heures de cours et de stage pratique;
- 3° être conforme à un programme répondant aux impératifs de la reconversion et agréé par l'Institut.

Art. 6. L'Institut fixe les conditions auxquelles doivent répondre les formateurs de la formation prolongée et de la reconversion professionnelle.

Art. 7. § 1^{er}. Une subvention est accordée par l'Institut, dans les limites des crédits budgétaires pour les activités et cours visés à l'article 2 ayant fait l'objet d'un agrément.

§ 2. Les subventions sont accordées pour les cycles de perfectionnement ou les cours de recyclage lorsque la moyenne des présences est bien atteinte sur l'ensemble de l'activité.

Art. 8. L'Institut est chargé de la coordination pédagogique des activités de perfectionnement, des cours de recyclage et des activités de reconversion.

La coordination pédagogique comprend l'examen :

- du contenu des programmes et de leur structure;
- des méthodes pédagogiques adoptées;
- des conditions matérielles dans lesquelles se déroulent les activités de formation.

Art. 9. L'Institut peut engager des conseillers en formations, chargés d'assurer les missions visées à l'article 7.

Art. 10. L'Institut fixe les conditions de recrutement, les missions et les modalités d'agrément des conseillers en formation visés à l'article 9.

Art. 11. L'Institut organise une évaluation au terme des activités de perfectionnement, des cours de recyclage et des activités de reconversion, selon les conditions et modalités qu'il détermine.

Art. 12. Le Centre remet à l'auditeur qui a réussi l'évaluation visée à l'article 11 un certificat de réussite visé par l'Institut.

Art. 13. Le présent arrêté abroge les articles 1 à 3 et 5 à 7 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 24 octobre 1991 relatif à la formation prolongée, à la reconversion professionnelle et au perfectionnement pédagogique complémentaire.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2000.

Art. 15. La Ministre de l'Emploi et de la Formation est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 août 2000.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 2427

[C — 2000 /27408]

31 AUGUSTUS 2000. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de voortgezette vorming en de beroepsomscholing in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises" (Instituut voor Permanente Vorming van de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen), gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gegeven op 18 maart 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", de permanente vormingscentra van de middenstand en de bedrijfsleiders hoe dan ook op de hoogte moeten zijn van de nieuwe bepalingen die betrekking hebben op de beroepscommissies en de vormingscommissies in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen vóór het nieuwe vormingsjaar op 1 september 2000 van start gaat;

Overwegende dat dit besluit derhalve zo spoedig mogelijk moet worden bekendgemaakt en in werking moet treden;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt de organisatie van de voortgezette vorming en de beroepsomscholing overeenkomstig artikelen 12 en 13 van het samenwerkingsakkoord betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", gesloten op 20 februari 1995, goedgekeurd bij het decreet van de Waalse Gewestraad van 4 mei 1995.

Art. 2. Een erkenningsaanvraag voorafgaand aan de organisatie van een vervolmakingswerkzaamheid, van een bijscholingscursus of van een omscholingsactiviteit moet uiterlijk vijftien dagen voor de werkzaamheid door het « Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites entreprises » (Centrum voor Permanente Vorming voor de Middenstand en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen), hierna « het Centrum » genoemd, ingediend worden bij het "Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", hierna het "Instituut" genoemd.

Art. 3. De erkenningsaanvraag moet voldoen aan de door het Instituut vastgestelde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 4. § 1. Om te kunnen worden erkend, dienen de in artikel 10 van bovenvermeld samenwerkingsakkoord bedoelde vervolmakingswerkzaamheden tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° de cursussen moeten minstens twee uur en mogen hoogstens drie uur duren;
- 2° één en dezelfde groep cursisten mag slechts twee cursussen per dag bijwonen;
- 3° één en dezelfde groep cursisten mag aan hoogstens tien cursuseenheden deelnemen;
- 4° de cursussen mogen voor tien deelnemers voorzien zijn, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut.

§ 2. Om te kunnen worden erkend, dienen de in artikel 11 van bovenvermeld samenwerkingsakkoord bedoelde bijscholingscursussen tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° overeenstemmen met een programma dat aan de bijscholingsbehoeften beantwoordt;
- 2° zich richten tot ten minste acht deelnemers, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut;
- 3° ten minste 24 uur en ten hoogste 72 uur omvatten, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut.

Art. 5. § 1. De omscholingsactiviteiten richten zich tot :

— hetzij personen die zich genoodzaakt zien hun beroepswerkzaamheid stop te moeten zetten om een door het Instituut als geldig erkende reden;

— hetzij personen die in een situatie van beroepsintegratie of -herintegratie verkeren;

— hetzij kleine en middelgrote ondernemingen, met inbegrip van zelfstandigen en natuurlijke personen, geconfronteerd met een proces van technologische of economische veranderingen, om de beroepsvorming en -omscholing van de bedrijfsleider, de meewerkende echtgenoot of van hun loontrekkenden te bevorderen.

§ 2. Om te kunnen worden erkend, dienen de in artikel 1, 4°, van bovenvermeld samenwerkingsakkoord bedoelde omscholingswerkzaamheden tegelijkertijd aan de volgende voorwaarden te voldoen :

- 1° zich richten tot ten minste vier deelnemers, behoudens afwijking toegestaan door het Instituut;
- 2° ten hoogste 256 uren cursus en praktijkstage omvatten;
- 3° overeenstemmen met een programma dat aan de omscholingsbehoeften beantwoordt en dat door het Instituut erkend is.

Art. 6. De voorwaarden waaraan de vormingswerkers van de voortgezette vorming en van de beroepsomscholing moeten voldoen, worden door het Instituut vastgesteld.

Art. 7. § 1. Een toelage wordt door het Instituut toegekend, binnen de perken van de budgetaire kredieten, voor de in artikel 2 bedoelde werkzaamheden en cursussen die het voorwerp zijn van een erkenning.

§ 2. De toelagen worden toegekend voor de vervolmakingscyclussen of de bijscholingscursussen indien de cursussen over hun gehele duur, wat de aanwezigheden betreft, aan het gemiddelde beantwoorden.

Art. 8. Het Instituut is belast met de pedagogische coördinatie van de vervolmakingswerkzaamheden, de bijscholingscursussen en de omscholingsactiviteiten.

In de pedagogische coördinatie worden onderzocht :

- de inhoud van de programma's en hun structuur;
- de gekozen pedagogische methoden;
- de materiële omstandigheden waarin de vormingswerkzaamheden verlopen.

Art. 9. Het Instituut kan vormingsconsulenten aanwerven die zullen zorgen voor de in artikel 7 bedoelde opdrachten.

Art. 10. De voorwaarden voor de aanwerving, de opdrachten en de regels voor de erkenning van de in artikel 9 bedoelde vormingsconsulenten worden door het Instituut vastgesteld.

Art. 11. Het Instituut organiseert een evaluatie na de afloop van de vervolmakingswerkzaamheden, de bijscholingscursussen en de omscholingsactiviteiten volgens de voorwaarden en modaliteiten die het bepaalt.

Art. 12. Het Centrum bezorgt een door het Instituut gevisieerd getuigschrift aan de cursist die geslaagd is voor de in artikel 11 bedoelde evaluatie.

Art. 13. Bij dit besluit worden de artikelen 1 tot 3 en 5 tot 7 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 24 oktober 1991 betreffende de voortgezette vorming, de beroepsomscholing en de aanvullende pedagogische volmaking opgeheven.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2000.

Art. 15. De Minister van Tewerkstelling en Vorming is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 augustus 2000.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA